



Independent observer
of the Global Fund

Les communautés LGBTQI sont de plus en plus menacées en Europe de l'Est et en Asie centrale

La communauté internationale doit accorder une attention particulière à la lutte contre cette discrimination.

La Coalition eurasienne sur la santé, les droits, le genre et la diversité sexuelle (ECOM) a publié les résultats de son étude inédite [Invisible Voices](#), ("Les voix invisibles"), un rapport régional sur les violations du droit à la santé des personnes LGBTQI dans huit pays de la région d'Europe de l'Est et d'Asie centrale (EECA): Arménie, Kazakhstan, Kirghizstan, Moldavie, Russie, Tadjikistan, Ouzbékistan et Ukraine.

Les droits des personnes LGBT dans les pays de l'EOCAC se détériorent

Le résumé général du rapport 2022 de l'ECOM révèle un tableau régional sombre et une tendance à la dégradation des droits des personnes LGBTQI. En 2022, un total de 508 cas de violations des droits humains des personnes LGBTQI a été enregistré dans les huit pays de l'EOCAC. Souvent, un cas peut comporter plusieurs types distincts de violations des droits et, par conséquent, différents types d'auteurs de violations. Le plus grand nombre de cas a été documenté en Ukraine (217), le plus petit en Moldavie (10), ce qui peut s'expliquer par la différence d'échelle et de ressources des projets d'identification des cas de violations des droits par rapport au groupe cible, la capacité des activistes à travailler librement dans le pays, ainsi que d'autres contraintes indiquées dans le rapport.

Les trois types de violations les plus courants sont les discours de haine à l'encontre des personnes LGBTQI (235 cas), la violence physique (153 cas) et l'abus de pouvoir, y compris le chantage et les menaces (132 cas).

Les experts de l'ECOM ont noté un certain nombre de tendances alarmantes, qui sont aggravées par l'instabilité de la région due à la guerre de la Russie en Ukraine et à un certain nombre de conflits frontaliers dans les pays d'Asie centrale. L'aggravation de la situation peut être constatée en comparant les nouvelles données avec celles des rapports précédents de l'ECOM (en utilisant la même méthodologie d'enregistrement des cas de violations des droits humains à l'encontre des personnes LGBT), qui ne montrent pas d'amélioration significative de la situation en ce qui concerne les violations des droits humains [119 cas en 2020](#) et [103 cas en 2021](#).

L'ECOM note que la situation a commencé à s'aggraver pendant la pandémie de COVID-19, lorsqu'un certain nombre de restrictions ont été introduites, affectant la société civile, alors que les pouvoirs des États ont été considérablement étendus. Par exemple, pendant le confinement en 2020, le Kirghizistan a aboli la possibilité de changer son marqueur de genre sans tenir d'audiences publiques, et en 2023, la loi "sur la protection des enfants contre les informations nuisibles" a été adoptée, qui établit de manière claire la responsabilité liée à la propagande LGBTQI. Les pays proches de la Fédération de Russie et dans sa sphère d'influence reproduisent des lois discriminatoires dans le domaine des droits humains. [le Kazakhstan a adopté une ordonnance sur le financement étranger](#) qui stipule que les ONG doivent enregistrer tout financement étranger qu'elles reçoivent (en fait, il s'agit d'une autre façon de contrôler la société civile). Des tentatives similaires ont eu lieu en Géorgie, mais l'adoption d'une telle loi a été bloquée par le public.

Dans un certain nombre de pays d'Asie centrale, les défenseurs des droits de l'homme et les militants LGBTQI sont de plus en plus persécutés, que ce soit par l'État ou en raison de la haine. Il est par conséquent beaucoup plus difficile de collecter des données et d'enregistrer les cas de violation des droits. Les personnes LGBTQI se sentent de moins en moins en sécurité.

Absence ou faiblesse d'un cadre législatif habilitant

L'absence de législation antidiscriminatoire ou de législation sur les crimes et les discours de haine dans la plupart des pays constitue l'un des principaux problèmes.

La situation est particulièrement critique dans les pays où les personnes LGBTQI sont criminalisées. Le Turkménistan et l'Ouzbékistan, par exemple, criminalisent les relations sexuelles volontaires entre hommes. En outre, en Ouzbékistan, une disposition pénale relative à "l'exposition d'une personne au risque de contracter le VIH" est également utilisée de manière active contre les homosexuels.

Des efforts supplémentaires doivent être déployés pour répondre à la nécessité d'une réforme législative. L'analyse montre clairement que tant que des lois discriminatoires existeront, les populations clés seront soumises au chantage, à des violations motivées par la haine et à des abus de pouvoir de la part de la police. Par exemple, en Ouzbékistan, l'ECOM a enregistré un nombre particulièrement élevé de violations commises par les forces de l'ordre.

Les personnes transgenres sont les plus exposées

Il ressort également de manière claire du rapport que les personnes transgenres constituent le groupe le plus vulnérable dans la région de l'EOCAC. Cette situation est due à la fois à l'existence d'une législation régissant le changement de marqueur de genre et à l'existence de protocoles médicaux distincts décrivant l'utilisation des médicaments hormonaux. Par exemple, parmi les raisons de refus d'un traitement antirétroviral (ARV), les personnes transgenres citent les effets secondaires causés par l'incompatibilité entre les hormones et les ARV. En l'absence de protocoles nationaux et en raison de l'ignorance des médecins, les personnes transgenres sont contraintes d'acheter ce qu'elles peuvent par elles-mêmes. Dans cette perspective, les programmes de soutien internationaux, dont le financement du Fonds mondial, pourraient être considérablement élargis pour militer en faveur d'amendements à la législation relative aux personnes transgenres.

Les médias sociaux contribuent à la propagation de la haine

L'ECOM relève par ailleurs qu'il est devenu très facile de propager la haine à l'aide des technologies modernes. En outre, dans un certain nombre de pays, principalement en Asie centrale, les défenseurs des droits humains et les activistes ne veulent pas être associés aux personnes LGBTQI de peur de voir leur réputation professionnelle ternie et parce qu'ils veulent maintenir de bonnes relations avec le gouvernement en place. Les organisations internationales pourraient accorder une plus grande attention à ce problème. Par exemple, en Ouzbékistan, on a relevé des cas où des employés de centres de lutte contre le sida (dont les activités sont soutenues par le programme du Fonds mondial) ont révélé l'orientation sexuelle et la séropositivité de certains clients. Ces divulgations ont donné lieu à des poursuites pénales et à l'emprisonnement de ces clients.

Il est impossible de mettre en œuvre des programmes efficaces de prévention du VIH sans respect des droits humains. Si vous craignez des poursuites pénales du simple fait de votre identité, si vous avez peur de divulguer vos données personnelles, vous resterez dans l'ombre. Notre rapport s'intitule "Voix invisibles". Grâce au soutien mondial, nous contribuons à parler de la vie de personnes qui n'ont pas la possibilité de le faire elles-mêmes. Nous voyons combien il est important de consacrer plus d'efforts et de ressources à la dépénalisation de l'homosexualité, de la transmission du VIH, ainsi qu'à l'intégration des transgenres dans les législations nationales. Au niveau international, nous devons nous exprimer plus vigoureusement sur les difficultés liées aux droits des personnes dans les pays de l'EOCAC et sur la nécessité d'y remédier. Cela contribuera à rendre plus efficaces les investissements du Fonds mondial destinés à enrayer l'épidémie dans la région".

Vitaly Djuma, directeur exécutif d'ECOM, membre suppléant de la délégation des ONG des pays développés au Conseil d'administration du Fonds mondial.

Toutes les informations sur la nature et les raisons des violations ainsi que les recommandations pour les pays sont disponibles à l'adresse suivante: <https://ecom.ngo/library/regional-report-violations-right2022>

* Yuri Yoursky est le responsable des programmes de l'ECOM.

[Read More](#)
